RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

du 23 Novembre 1958

5E CIRCONSCRIPTION

Electrices, Electeurs,

Le 23 Novembre prochain vous êtes appelés à élire une nouvelle Assemblée Nationale.

L'adoption de la constitution le 28 Septembre dernier crée une situation nouvelle. La France connaît un régime autoritaire qui comporte des menaces évidentes, très sérieuses pour les libertés démocratiques et pour les droits des travailleurs : Ouvriers, Paysans, Fonctionnaires, Artisans et Commerçants.

Ces Elections auront une très grande importance pour l'avenir du Pays.

Elles se dérouleront avec un système Electoral qui a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne, en éliminant au maximum la représentation Communiste dans une Assemblée dont le rôle sera considérablement diminué.

Depuis 11 ans la Bourgeoisie et le grand patronat font supporter au peuple Français le prix de leur politique.

De l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter alors que les salaires sont bloqués et que la mévente touche paysans, commerçants, artisans.

La crise économique, les réductions d'horaires et le chômage frappent les travailleurs, en particulier dans les industries du textile où les ouvriers des usines et ceux à domicile ont vu réduire considérablement leur pouvoir d'achat.

En Algérie la guerre s'éternise et s'aggrave.

Dans cette politique faite sous le double signe de l'anti-Communisme et de la soumission à l'impérialisme Américain, le parti Communiste Français ne porte aucune responsabilité.

Respectueux de leur programme Electoral, les élus Communistes de l'Assemblée Nationale n'ont cessé de combattre cette politique de misère et de guerre et se sont efforcés sans relâche de promouvoir un véritable changement, une politique de Paix, de progrès Social, d'indépendance Nationale par l'Union des Forces de Gauche.

Refusant l'union que maintes fois nous leur proposions, une partie de la Gauche, y compris le Parti Socialiste, rechercha la collusion avec la Droite, ce qui aboutit à a dégradation de nos Institutions.

Cette politique néfaste de l'Anti-Communisme se poursuit ; elle constitue l'axe principal de l'activité politique de tous les partis et de leurs candidats qui veulent par ce biais, dissimuler leurs responsabilités.

Les travailleurs savent, par expérience, que les principales conquêtes sociales, les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, l'office du blé, furent arrachés à l'époque du Front Populaire grâce à l'unité d'action des partis de gauche et à l'appui des députés communistes.

De même c'est au lendemain de la Libération lorsque les Communistes étaient au Gouvernement que furent imposées les Nationalisations, la Sécurité Sociale, la Retraite des Vieux, le Statut des Fonctionnaires, le Statut du Fermage et du Métayage.

Et c'est encore grâce aux 150 Députés Communistes que furent obtenus dans la dernière législature la semaine de congés supplémentaire et le fonds National Vieillesse.

L'Union sans exclusive des Forces Républicaines que préconise le Parti Communiste Français, permettrait encore, si elle se réalisait, de battre la réaction, de promouvoir une politique nouvelle, d'aller vers des changements heureux.

Des candidats appartenant aux Partis de la majorité, portant la responsabilité de la dégradation politique actuelle vont solliciter vos suffrages sous le masque d'hommes nouveaux alors qu'ils sont, en réalité, les hommes du passé.

Les travailleurs, les Républicains, doivent fixer leur choix en jugeant les Partis et les candidats en présence sur la base de leurs actes et non de leurs promesses, c'est-à-dire : d'après la politique qu'ils ont soutenue au cours des dernières années.

Les Français veulent que ça change : Peut-on faire confiance aux hommes qui représentent les intérêts de la haute banque et du grand patronat ? Peut-on faire confiance à ceux qui ont trahi leurs promesses du 2 Janvier 1956 ?

En ce qui nous concerne, nous, Communistes, nous demandons à être jugés sur nos actes, parce que nous avons le sentiment d'avoir toujours défendu loyalement et fermement les intérêts et les aspirations de notre Peuple laborieux.

Notre Parti, comme toujours, se présente à visage découvert avec tout son programme, avec ses idées, avec ses élus, ses candidats, que n'a jamais éclaboussée la boue du scandale, et propose des solutions qui s'imposent dans l'immédiat :

— **RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES** par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

— **PAIX EN ALGERIE** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

— **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

— **REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

- — de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;
- — de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

— **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

— **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :**

- — par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;
- — par la défense de l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion et de la défense de la laïcité de l'école et de l'Etat ;
- — par le contrôle du peuple sur ses élus ;
- — par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour s'opposer à un tel programme et poursuivre avec autorité une politique contraire aux intérêts de notre Peuple, les accords anti-communistes se préparent en coulisse entre les hommes responsables des difficultés actuelles.

Afin de faire barrage à l'offensive Réactionnaire, pour assurer dans la prochaine Assemblée une solide Opposition Républicaine et préparer un véritable changement de la politique Française, les travailleurs : ouvriers, paysans, petits fonctionnaires, artisans, commerçants, les Républicains, les Laïcs, tous les hommes de gauche, voteront pour :



Jean DIAT

Tourneur sur Métaux

Député sortant - Conseiller Municipal de Roanne - Membre du Bureau Fédéral de la Loire du P. C. F.

Ancien Combattant de la Résistance

CANDIDAT DU

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ET SON REMPLAÇANT ÉVENTUEL

René BONNEFILLE

Employé de Bureau - Ancien Adjoint au Maire de Roanne - Conseiller Municipal de Roanne - Ancien Combattant - Médaillé de la Résistance

Vu les Candidats.

IMP. MODERNE - ROANNE